

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU VAR

\*\*\*  
COMMUNE  
DE  
LA ROQUEBRUSSANNE  
83136



# ARRETE MUNICIPAL PM-045-2024

## Portant autorisation de travaux de voirie

Le Maire de la Roquebrussanne,

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2213.1 à 2213.6, L.2214-3 et L.2122-18,  
**Vu** le Code de la route, et notamment, ses articles L.325-1 à L.325-3, L.411-1, R.411-26, R.411-5, R.411-8, et R.417-10,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière,  
**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue -approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié),  
**Vu** l'arrêté municipal n°2020/081 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3<sup>ème</sup> adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,

**CONSIDERANT** la demande formulée le 12 février 2024 par monsieur URSULET Maxime, pour le compte de EIFFAGE ROUTE, dans le cadre de travaux de réfection du chemin du Riolet Bas et du chemin de la Miquelette,  
**CONSIDERANT** que ces travaux ne sont pas de nature à occasionner une gêne importante aux usagés,  
**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de réguler l'utilisation de la voie publique afin d'éviter les conflits d'usages,  
**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous les usagers de la voie publique.

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

La société « EIFFAGE ROUTE GRAND SUD », ses prestataires et sous-traitant sont autorisés à entreprendre des travaux de voirie (réfection de chemins) du chemin du Riolet Bas et du chemin de la Miquelette sur la commune de La Roquebrussanne du lundi 19 février 2024 au vendredi 15 mars 2024. Les entreprises sont autorisées à circuler avec des véhicules de type poids-lourd d'un PTAC n'excédant pas 36 tonnes.

Afin de préserver la sécurité des conducteurs et des piétons, le pétitionnaire devra mettre en place :

- Un alternat de circulation, **la circulation ne peut pas être interrompue**,
- Les panneaux AK5 et cônes de signalisation autour des chantiers,

- Une déviation piétonne permettant de traverser en toute sécurité si elle s'avère nécessaire.

**L'accès devra être libéré rapidement à la vue du passage des véhicules d'urgence**

**ARTICLE 2 :**

Afin de garantir la sécurité et le bon déroulement des travaux, la vitesse de circulation est réduite à 30km/h et le stationnement est interdit sur l'intégralité du chemin de la Miquelette et du chemin du Riolet Bas sur la commune de La Roquebrussanne du lundi 19 février 2024 au vendredi 15 mars.

**ARTICLE 3 :**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) sera mise en place par l'entreprise intervenante.

La signalisation sera maintenue en place par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux. L'entreprise sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. Les panneaux de signalisation temporaire seront impérativement lestés par des sacs de sable. Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier à l'occasion d'un chantier ou d'un danger temporaire doit revêtir un vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3.

**ARTICLE 4 :**

**Tout stationnement constaté comme étant gênant donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal d'infraction ainsi qu'à la mise en fourrière du véhicule par la Police Municipale ou la Gendarmerie Nationale, conformément aux conditions prévues aux articles L.325-1 à L.325-3 et L.417-10 du code de la route**

**ARTICLE 5 :**

La société « EIFFAGE ROUTE » veillera à préserver les droits des tiers, sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de son activité. Elle veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. Les revêtements de chaussées dégradés lors de l'intervention, et tout autre élément constituant la voirie au sens large, sont remis à l'état d'origine avant la fin des travaux (état d'origine tant d'un point de vue technique que qualitatif, matériaux, revêtement). En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du pétitionnaire.

**ARTICLE 6 :**

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le pétitionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

**ARTICLE 8 :**

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication ; ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse de la commune si un recours administratif gracieux a été déposé. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

**ARTICLE 9 :**

Monsieur le maire de La Roquebrussanne, monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L.2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le mercredi 14 février 2024

Le Maire  
Michel GROS

Et par délégation du Maire

Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3<sup>ème</sup> adjoint

Page 2 sur 2

